

Une forte contribution de la femme aux ressources économiques du ménage améliore-t-elle la participation scolaire des enfants au Burkina Faso ?

Madeleine WAYACK-PAMBE, Doctorante à l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD)

Justification

Selon l'hypothèse de la « bonne mère », les femmes sont plus attentives et plus réceptives que les hommes aux besoins des enfants, que ce soient à cause de la division sexuelle du travail qui veut qu'elles s'en occupent plus, ou par un processus d'attachement (Phipps et Burton, 1998 ; England et Folbre, 2002). Rejoignant cette hypothèse, la théorie de la négociation des ressources au sein du ménage postule que le bien-être des enfants est mieux assuré lorsque les femmes ont un pouvoir de décision élevé sur les questions familiales et un contrôle accru sur les ressources de ménage. Cette autorité leur est conférée quand elles contribuent de façon importante à l'entretien économique de la famille.

De nombreuses études menées notamment dans le domaine de la santé montrent ainsi des effets positifs sur le bien-être des enfants, quand les femmes peuvent influencer le processus de prise de décisions au sein du ménage. Ces travaux indiquent un meilleur état nutritionnel des enfants lorsque les femmes contrôlent les ressources du ménage (Engle, 1993 ; Kennedy et Haddad, 1994 ; Kennedy et Peters, 1992 ; Miles-Doan et Bisharat, 1990 ; Onyango et Al., 1994).

La théorie de la négociation des ressources a été peu utilisée pour la compréhension des différences de comportement entre les hommes et les femmes dans le domaine de la scolarisation des enfants. Les recherches menées sur cette question ont été réalisées sous l'angle d'une comparaison de la participation scolaire entre les enfants résidant dans des ménages dirigés par les hommes et ceux résidant dans des ménages dirigés par les femmes (Joshi, 2004 ; Kobiané 2006, Pilon et Clevenot, 1996 ; Sibanda, 2004 ; Wakam, 2003). Si dans leur globalité ces travaux livrent des résultats qui révèlent des différences de pratiques scolaires entre ces deux types de ménages, les fondements de ces divergences sont peu questionnés. Un travail plus poussé de Handa (1994) réalisé en Jamaïque invite d'ailleurs à dépasser la seule considération du statut de chef de ménage jugé trop restrictif et à s'intéresser aux comportements des adultes des deux sexes à l'intérieur du ménage. Sa recherche montre en effet que l'amélioration du bien-être des enfants dans un ménage est plus corrélée à la présence d'une autorité féminine potentiellement capable de peser sur les décisions du ménage que le fait d'avoir une femme à la tête de ce ménage. Il trouve une association nette entre l'accroissement de l'autorité féminine dans le ménage et l'augmentation de la part du

budget allouée à la nourriture et à l'habillement des enfants. Les hommes chefs de ménage ayant une conjointe co-résidente consacrent une part moins importante de leur budget à l'alcool et au tabac que ceux qui sont sans conjointe présente dans le domicile. Pareillement, la présence d'une femme dans le ménage diminue la probabilité pour les enfants d'être mis au travail ou de tomber malade et augmente leurs chances de fréquenter l'école.

En Afrique subsaharienne où la répartition traditionnelle des rôles et des tâches exige une contribution économique des femmes pour l'entretien de la famille, on devrait s'attendre à ce que les femmes aient une autorité forte sur les questions relatives à la scolarisation des enfants. (Ouedraogo, 2003 ; Thorsen, 2002). Ce positionnement devrait être accru par les transformations sociales et économiques en cours dans les sociétés africaines, et qui font bouger les lignes de partage des rôles dans la sphère domestique et les rapports au sein du couple. En effet, la scolarisation, l'urbanisation, les migrations, les échanges entre les villes et les campagnes ainsi que les actions de renforcement des capacités des femmes concèdent une responsabilité plus grande aux femmes dans la gestion des ressources du ménage. L'accès de ces dernières à des activités rémunératrices leur donne la possibilité de se substituer aux maris défaillants dans la prise en charge des tâches qui incombent traditionnellement aux hommes, telles les dépenses de santé ou d'habillement. Cette contribution aux revenus du ménage est susceptible d'accroître l'association des femmes aux décisions du foyer et de leur donner plus de poids sur celles qui concernent l'utilisation des ressources de la famille, et donc d'augmenter les chances de scolarisation des enfants.

Objectif

L'objectif de ce travail est d'examiner les effets d'une contribution économique des femmes aux ressources du ménage sur la scolarisation des enfants au Burkina Faso. Il pose l'hypothèse qu'une participation économique accrue des femmes à l'entretien de la famille augmente leur pouvoir décisionnel au sein du ménage, avec des conséquences favorables sur la scolarisation des enfants. Les ménages dans lesquels une partie substantiel de la source de revenu familial proviendrait de la femme auraient des niveaux de scolarisation plus élevés que les ménages dans lesquels la contribution de la femme à l'entretien de la famille serait faible ou nulle.

Données et méthodologie

L'étude exploite les données des fichiers « ménage » et « femme » de l'Enquête Démographique et Santé réalisée au Burkina Faso en 2003. Ces deux fichiers ont été fusionnés afin de regrouper les mères et leurs enfants de 7-12 ans résidant dans le même ménage. Au total, le fichier final contient des informations sur 6632 enfants et 4313 mères toutes mariées et économiquement actives. 4205 mères sont des épouses du chef de ménage (EPCM) et 108, des femmes chef de ménage (FCM). Les informations utilisées sont relatives aux caractéristiques sociodémographiques des femmes, à la contribution des femmes aux dépenses du ménage, à leur participation à la prise de décision concernant certaines questions familiales et à la fréquentation scolaire des enfants au moment de l'enquête.

La variable dépendante prise en compte dans l'analyse est la fréquentation scolaire des enfants de 7-12 ans au moment de l'enquête qui prend la valeur 1 lorsque l'enfant fréquente et la valeur 0 dans le cas contraire.

La principale variable indépendante mesure le pouvoir de négociation de la femme dans le ménage. Le pouvoir de négociation de la femme (ou encore son autorité) dans le ménage est compris ici comme sa capacité à imposer son point de vue dans les décisions concernant la famille.

La régression logistique, l'une des méthodes d'analyse qui s'adaptent bien à la nature dichotomique de la variable dépendante est utilisée ici pour isoler l'effet propre de l'autorité féminine sur la scolarisation des enfants dans le ménage.

Résultats

De manière générale, les résultats des analyses montrent qu'une forte contribution de la femme aux dépenses du ménage n'a pas d'influence sur la scolarisation des enfants. Mais surtout, pour les filles du milieu urbain, elle apparaît au contraire comme un obstacle pour leur scolarisation. En effet, c'est dans les ménages où les femmes de ce milieu déclarent qu'elles prennent en charge la totalité ou quasi-totalité des dépenses du ménage que l'on observe une relation négative entre la fréquentation scolaire des filles et la prise en charge des dépenses du ménage par la mère. Un autre résultat significatif est que la scolarisation des enfants dans tous les modèles est positivement liée au type de rémunération perçue par la mère, surtout en milieu rural. Les garçons et filles de 7-12 ans de ce milieu ainsi que les garçons du milieu urbain dont la mère est rétribuée en espèces sont plus scolarisés que ceux dont l'activité économique de la mère n'est pas rémunérée. Plus que le pouvoir économique de la femme, de toutes les variables prises en compte dans le modèle, le niveau d'instruction

de la femme se révèle comme étant le facteur le plus déterminant pour la fréquentation scolaire des enfants.

Références

- HANDA, S. (1994), « Gender, Headship and Intrahousehold Resource Allocation », *World Development*, vol. 22, n° 10, pp. 1535-1547.
- JOSHI, S. (2004), « Female Household – headship in rural Bangladesh: incidence, determinants and impact on children's schooling », *Center Discussion Paper* n° 894, Economic Growth Center, Yale University, 48p.
- KENNEDY, E., L. HADDAD (1994), « Are pre-schoolers from Female-headed households less malnourished? A comparative analysis of results from Ghana and Kenya », *The Journal of Development Studies*, vol. 30, N° 3, pp. 680-695.
- KENNEDY, E., P. PETERS (1992), « Household food security and child nutrition: the interaction of income and gender of household », *World Development*, vol. 20, N° 8, pp. 1077-1085.
- KOBIANÉ J.F. (2006), *Ménages et scolarisation des enfants au Burkina Faso. A la recherche des déterminants de la demande scolaire*, Louvain la Neuve, Academia-Bruylant, 306p.
- ONYANGO, A., K., TUCKER, T., EISEMON (1994), « Household headship and child nutrition: a case study in western Kenya », *Social Science and Medicine*, vol. 39, N° 12, pp. 1633-1639.
- OUEDRAOGO, C. (1997), « Permanences et ruptures dans les relations de genre : une étude de cas en milieu rural (Burkina Faso) », *Les travaux de l'UERD*, Ouagadougou, 28p.
- PILON M. et D. CLEVENOT (1996), « Femmes et scolarisation des enfants », Communication au Séminaire international "Femmes et gestion des ressources", IFORD, Yaoundé, 5-7 février 1996, 24p.
- SIBANDA A. (2004), « Who Drops Out of School in South Africa? The Influence of Individual and Household Characteristics », *African Population Studies*, vol.19, n°1, pp. 99-117.
- THORSEN, D. (2002), « 'We help our husbands!' Negotiating the household Budget in Rural Burkina Faso », *Development and Change*, vol. 33, pp. 129-146.
- WAKAM, J. (2003), « Structure démographique des ménages et scolarisation des enfants au Cameroun », *Éducation, famille et dynamiques démographiques*, M. COSIO, R. MARCOUX, M. PILON et A. QUESNEL (Eds.), Paris, CICRED, pp. 183-217
- ENGLE, P. (1993) « Influences of mother's and father's income on children's nutritional status in Guatemala » *Social Science and Medicine*, vol. 37, n°11, pp. 1303-12
- MILES-DOAN R. et BISHARAT L. (1990), « Female autonomy and child nutritional status: the extended-family residential unit in Amman, Jordan », *Social Science and Medicine*, vol. 31, n°7, pp. 783-9
- ENGLAND P. et N. FOLBRE (2002), « Involving dads: Parental involvement and family well-being », *Handbook of father involvement: multidisciplinary perspectives*, TAMIS-LeMONDA C. et CABRERA N. (Eds.), Mahwah, NJ: Lawrence Erlbaum Associates.
- PHIPPS S.A. et BURTON P. S. (1998), « What's Mine Is Yours? The Influence of Male and Female Incomes on Patterns of Household Expenditure », *Economica*, vol. 65, issue 260, pages 599-613